

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 6–10 juin 2011

RAPPORTS D'ÉVALUATION

**Point 7 de l'ordre du
jour**

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2011/7-D
21 avril 2011
ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DE L'IMPACT DU PROGRAMME D'ALIMENTATION SCOLAIRE EN GAMBIE

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

RÉSUMÉ

La présente évaluation répertorie les effets, escomptés ou non, du programme d'alimentation scolaire mis en œuvre par le PAM en Gambie. Elle s'est appuyée sur une méthodologie mixte, faisant intervenir des critères quantitatifs et qualitatifs complémentaires.

Entre 2001 et 2010, le PAM a soutenu trois projets successifs d'alimentation scolaire, avec en moyenne 113 000 enfants bénéficiaires par an – 50 pour cent de filles – vivant dans presque toutes les zones rurales du pays. Ces enfants représentent environ 40 pour cent des élèves du primaire dans le pays. Le programme est conforme à la politique d'éducation du Gouvernement pour 2004–2015.

L'évaluation a permis de constater que les taux brut de scolarisation au niveau national étaient restés plus ou moins constants entre 2003 et 2009. Les taux nets se sont dans l'ensemble améliorés et la parité entre les garçons et les filles a été atteinte. Les tendances positives de la scolarisation ne peuvent toutefois pas être attribuées uniquement à l'alimentation scolaire car de nombreuses autres améliorations ont été apportées dans le secteur de l'éducation entre 1988 et 2004. Les conclusions de l'évaluation n'étaient pas très probantes en ce qui concerne les effets du programme sur les taux de fréquentation, étant donné l'écart marqué entre la fréquentation observée et celle déclarée, ni sa contribution à l'amélioration de l'apprentissage, compte tenu du fait que de nombreux autres facteurs contribuent aux mauvais résultats généralement obtenus par les écoliers lors des tests.

L'évaluation a clairement montré que les repas scolaires contribuaient à satisfaire les besoins nutritionnels minimums quotidiens des élèves lorsqu'ils allaient à l'école. Ces résultats positifs sont cependant ternis par les pratiques au niveau des écoles, qui entraînent l'exclusion de certains enfants du programme.

Des pénuries de ressources et des ruptures de la filière d'approvisionnement ont pesé sur le transfert de valeur en faveur des ménages. Sans ces ruptures, le transfert de valeur par le biais des repas scolaires aurait été proche des dépenses engagées pour l'éducation par la plupart des ménages vulnérables, soit 76 dollars É.-U. La valeur du transfert exprimée en pourcentage du revenu était la plus élevée pour les ménages les plus vulnérables (12 pour cent, contre 7,3 pour cent pour tous les groupes confondus).

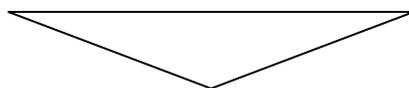
La Gambie n'en est encore qu'au début de la transition vers un programme d'alimentation scolaire conçu, géré et pris en main par les pouvoirs publics.

L'efficacité du programme a été très nettement limitée par la qualité de l'enseignement, qui a besoin d'être améliorée et qui est le principal moteur de la scolarisation. L'évaluation n'a pas été entièrement concluante pour ce qui est du rôle que joue la pauvreté dans la décision que prennent les ménages d'envoyer les enfants à l'école ou non, bien que le pourcentage de jeunes déscolarisés était le plus élevé dans le quintile le plus pauvre. Le fait que les vacances scolaires tombent durant la période de soudure, pendant laquelle l'insécurité alimentaire est à son plus haut niveau, n'est pas sans effet sur la réalisation des objectifs de protection sociale et de sécurité alimentaire.

Les fonds et ressources récemment alloués ont donné au bureau de pays du PAM les moyens d'actualiser les études sur l'insécurité alimentaire, ce qui a permis d'affiner le ciblage géographique et de renforcer les capacités de différents acteurs participant au programme.

L'évaluation recommande d'apporter certaines améliorations, notamment de procéder à un ciblage plus précis et de prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer la transition vers un programme pris en main par les pouvoirs publics. Les recommandations destinées aux partenaires dans les domaines de la nutrition et de l'éducation proposent d'analyser les causes de la malnutrition chez les enfants d'âge scolaire et d'améliorer la qualité de l'éducation en soumettant les enseignants à des tests et en diffusant les résultats des tests d'évaluation au niveau national.

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil prend note du document intitulé "Rapport succinct de l'évaluation de l'impact du programme d'alimentation scolaire en Gambie" (WFP/EB.A/2011/7-D) et de la réponse de la direction publiée sous la cote WFP/EB.A/2011/7-D/Add.1, et invite le PAM à continuer de donner suite aux recommandations qui y figurent, en tenant compte des questions soulevées par le Conseil au cours des débats.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

GÉNÉRALITÉS

Méthodologie suivie pour l'évaluation

1. L'évaluation de l'impact du programme d'alimentation scolaire en Gambie s'inscrit dans une série d'évaluations d'impact réalisées à la demande du Bureau de l'évaluation du PAM. L'équipe d'évaluation était composée de spécialistes de l'éducation, de l'évaluation, de la nutrition, de la sécurité alimentaire et des études d'impact sur les conditions économiques et sociales, ainsi que de personnes ayant l'expérience des programmes de réduction de la pauvreté en Gambie.
2. La présente évaluation a été effectuée à des fins d'apprentissage et d'obligation redditionnelle, et elle avait pour objet de mesurer les effets directs et l'impact obtenus au regard: i) des objectifs déclarés sur les plans de l'éducation, de la problématique hommes-femmes et de la nutrition; et ii) des objectifs énoncés dans la nouvelle politique du PAM en matière de protection sociale, qui n'avaient pas été explicitement pris en compte lors de la conception du programme. Elle visait aussi à déterminer les changements à apporter pour contribuer aux objectifs de développement de la Gambie et à ceux du Plan stratégique du PAM (2008–2013) et de sa politique de 2009 en matière d'alimentation scolaire.
3. L'évaluation s'est appuyée sur une méthodologie mixte, comparant le groupe étudié et un groupe témoin. Les données étaient collectées au moyen de questionnaires destinés au personnel des écoles, aux élèves, aux cuisiniers et aux ménages, lors d'entretiens avec diverses parties prenantes, y compris le bureau de pays du PAM, des fonctionnaires de l'État et des décideurs, des donateurs et des organisations non gouvernementales (ONG), à l'aide de matériaux et de données secondaires, et à la faveur d'entretiens qualitatifs avec des groupes de membres des communautés, à l'aide de la méthode participative d'évaluation en milieu rural.
4. Sur les 44 écoles sélectionnées pour participer à l'évaluation, 21 bénéficiaient de l'alimentation scolaire. Parmi les 500 ménages sélectionnés pour des entretiens approfondis portant sur la richesse, les avoirs, le régime alimentaire, les raisons d'envoyer ou non les enfants à l'école, etc., 335 bénéficiaient de l'alimentation scolaire et 189 n'en bénéficiaient pas. Dans les 18 communautés sélectionnées (dont 12 bénéficiaient de l'alimentation scolaire), les groupes se composaient de leaders d'opinion, de membres des comités de gestion des produits alimentaires et de femmes chefs de ménage.
5. Les instruments comprenaient des protocoles pour les entretiens avec les ménages, les enseignants, les professeurs principaux, les cuisiniers scolaires et six élèves par école. Des données relatives à la fréquentation (validées dans chaque classe de chaque école, et comparées avec les listes de présence de l'enseignant et du professeur principal pour le jour dit) et à d'autres éléments de la situation ("climat") qui règne dans les écoles et de l'Enveloppe de services essentiels ont été utilisées pour constituer une liste de contrôle de la fréquentation scolaire et du "climat". Une méthode participative d'évaluation en milieu rural a été élaborée pour les communautés bénéficiant de l'alimentation scolaire et les autres.
6. Les résultats des enquêtes ont été analysés au niveau des agrégats et répartis entre groupes bénéficiant de l'alimentation scolaire et autres, et une série de filtres a été appliquée aux réponses afin de déterminer les tendances pour tous les indicateurs de pauvreté et de vulnérabilité alimentaire.

Contexte

7. La Gambie fait partie des pays les moins avancés d'Afrique, et elle occupe le 168^{ème} rang sur 182 pays au classement de l'Indice de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (2009). Avec une croissance annuelle de 2,6 pour cent et des taux élevés d'exode rural, la population (1,7 million d'habitants) est jeune, elle croît rapidement et elle est de plus en plus concentrée dans les zones urbaines. Quarante pour cent ont moins de 15 ans, et 20 pour cent ont entre 15 et 24 ans. Bien que la proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté ait décliné entre 1989 et 1992, la pauvreté a dans l'ensemble augmenté depuis de manière considérable (de 17 pour cent dans les zones urbaines et de 22 pour cent dans les zones rurales). Banjul, où la pauvreté a diminué de moitié, est une exception. On estime qu'en 2003, 63 pour cent de la population rurale était pauvre¹.
8. La Gambie connaît tous les ans des périodes de vulnérabilité liées à la météorologie; elle est fortement tributaire du riz, qui est le produit de base de prédilection et dont les niveaux de production sont très faibles. La production céréalière a reculé de 35 pour cent entre 2005 et 2007, et le pays est largement tributaire des importations de denrées alimentaires. La crise financière et celle des prix des denrées alimentaires et des carburants en 2008-2009 ont entraîné une hausse généralisée des cours de toutes les céréales, qui sont restés en 2010 25 pour cent au-dessus des niveaux de 2006. La sécurité alimentaire pâtit principalement de la faiblesse du pouvoir d'achat, notamment chez les ménages ruraux, et du manque de diversification des activités et des avoirs générateurs de revenu².
9. Plus de la moitié de la population gambienne n'a reçu aucune instruction: 13 pour cent seulement ont terminé l'école primaire; 20 pour cent ont achevé les études primaires supérieures (septième à neuvième années); et 8 pour cent ont terminé l'école secondaire de deuxième cycle. Grâce aux efforts du Gouvernement et des donateurs, le taux net de scolarisation est passé de 46 pour cent en 1991/92 à 94,9 pour cent en 2008/09, et la parité entre les garçons et les filles a été atteinte en 2004. On estime que 80 000 enfants étaient déscolarisés en 2007, dont 45 pour cent de filles³. Le Gouvernement prévoit que, si les tendances observées récemment dans le domaine de la scolarisation se maintiennent, le taux d'achèvement des études primaires sera de seulement 59 pour cent en 2014, soit bien en deçà des 100 pour cent fixés pour 2015 au titre des objectifs du Millénaire pour le développement.
10. Les données de l'enquête en grappes à indicateurs multiples de 2005/06 pour la Gambie montraient que l'achèvement des études secondaires du deuxième cycle profitait beaucoup plus aux filles que celui du cycle primaire uniquement.
11. Un groupe de travail multisectoriel sur l'éducation, qui réunit des parties prenantes issues des services publics, d'ONG, des autorités locales et des comités locaux, d'organisations de la société civile et d'organismes internationaux, examine les données relatives à l'efficacité et la qualité de l'enseignement, y compris au regard du programme d'alimentation scolaire.
12. La malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans est due à de mauvaises pratiques d'alimentation, à des soins inadéquats et à une exposition accrue aux infections, ainsi qu'à

¹ Département des affaires publiques et économiques. 2006. *Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté II (2007–2011)*. Banjul.

² République de Gambie. 2010. *Programme d'appui au secteur de l'agriculture – Proposition pour le Programme global de sécurité alimentaire et d'agriculture*. Banjul.

³ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. 2010. *Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous*. Paris.

de mauvaises conditions d'hygiène⁴. Les principaux problèmes nutritionnels rencontrés chez les enfants d'âge scolaire sont notamment le retard de croissance, l'insuffisance pondérale, l'anémie et les carences en iode et en vitamine A, mais les données disponibles sont très limitées; des maladies comme les helminthiases et les maladies diarrhéiques influent aussi sur l'état nutritionnel⁵.

Interventions touchant l'alimentation scolaire (2001–2010)

13. Le programme d'alimentation scolaire est aligné sur la politique du Gouvernement en matière d'éducation pour 2004–2015. Le soutien du PAM a démarré en 1970; entre 2001 et 2010, trois projets de développement appuyés par le PAM ont été mis en œuvre dans l'objectif d'accroître les taux de scolarisation, de fréquentation et de fidélisation. Les zones rurales choisies (dans une partie de la Région 2 et dans l'ensemble des Régions 3 à 6) sont celles où les taux de pauvreté et de vulnérabilité alimentaire sont élevés et les taux de scolarisation faibles.
14. Depuis 2001, le PAM fournit des repas scolaires dans les écoles élémentaires inférieures (première à sixième années) et celles du cycle de base (première à neuvième années), en 2004, les madrasahs et les centres d'éveil et d'éducation de la petite enfance qui remplissent les critères du Gouvernement ont été ajoutés. De 2001, l'objectif du programme d'alimentation scolaire était de venir en aide à 120 000 enfants tous les ans, mais le nombre réel se situait en moyenne aux alentours de 113 000, dont 50 pour cent de filles. Ces 113 000 enfants représentaient environ 40 pour cent des effectifs scolarisés de la première à la neuvième année. Le nombre moyen d'écoles était de 429 par an, dont 71 pour cent étaient des écoles élémentaires inférieures ou du cycle de base, 24 pour cent des centres d'éveil et d'éducation de la petite enfance et 5 pour cent des madrasahs. La ration a changé plusieurs fois: il s'agissait dans le cadre du premier projet d'un déjeuner et d'une collation (en milieu de matinée ou dans l'après-midi), puis d'un déjeuner uniquement dans le cadre des projets suivants.

EFFETS DIRECTS ET IMPACT DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE

Éducation et résultats scolaires

15. Les défaillances au niveau de la collecte, de la gestion et de l'utilisation des données à l'échelon des écoles, et le volume considérable de données perdues au niveau gouvernemental empêchent de tirer des conclusions définitives quant à l'impact de l'alimentation scolaire sur la scolarisation, la fréquentation et l'achèvement des études.
16. **Scolarisation.** Les effectifs ont augmenté au cours de la période de dix ans à l'étude, mais les hausses les plus importantes sont intervenues entre 1988 et 2004, quand le Ministère de l'éducation de base et secondaire et différents donateurs et ONG ont fait de gros efforts dans cette direction. Lorsque ces efforts se sont relâchés, la scolarisation a suivi la même tendance et a légèrement reculé entre 2008 et 2009.
17. Au niveau national, les taux bruts de scolarisation⁶ sont restés plus ou moins stables entre 2003 et 2009, avec variations à la hausse ou à la baisse selon les régions. Entre 2003

⁴ Politique nationale en matière de nutrition (2000–2004).

⁵ PAM 2008. Rapport succinct sur les activités de déparasitage dans les écoles des régions North Bank, Central River et Upper River bénéficiant du programme d'alimentation scolaire en Gambie. Banjul.

⁶ On entend par taux brut de scolarisation le nombre d'élèves scolarisés à un niveau donné d'étude, quel que soit l'âge, exprimé en pourcentage des effectifs d'âge scolaire officiels pour ce niveau.

et 2009, les taux bruts de scolarisation au niveau national ont légèrement diminué, passant de 91 à 88 pour cent pour les écoles élémentaires inférieures et de 84 à 81 pour cent dans celles du cycle de base, mais ils ont beaucoup augmenté (de 22 à 34,5 pour cent) dans les écoles secondaires. La figure 1 illustre les tendances des taux bruts de scolarisation par type d'école et la figure 2 par région⁷. Il est préoccupant de constater que le taux brut de scolarisation de la Gambie est inférieur à celui d'environ 65 pour cent des pays d'Afrique à faible revenu.

Figure 1: Taux bruts de scolarisation dans l'enseignement primaire et secondaire (2003–2009)

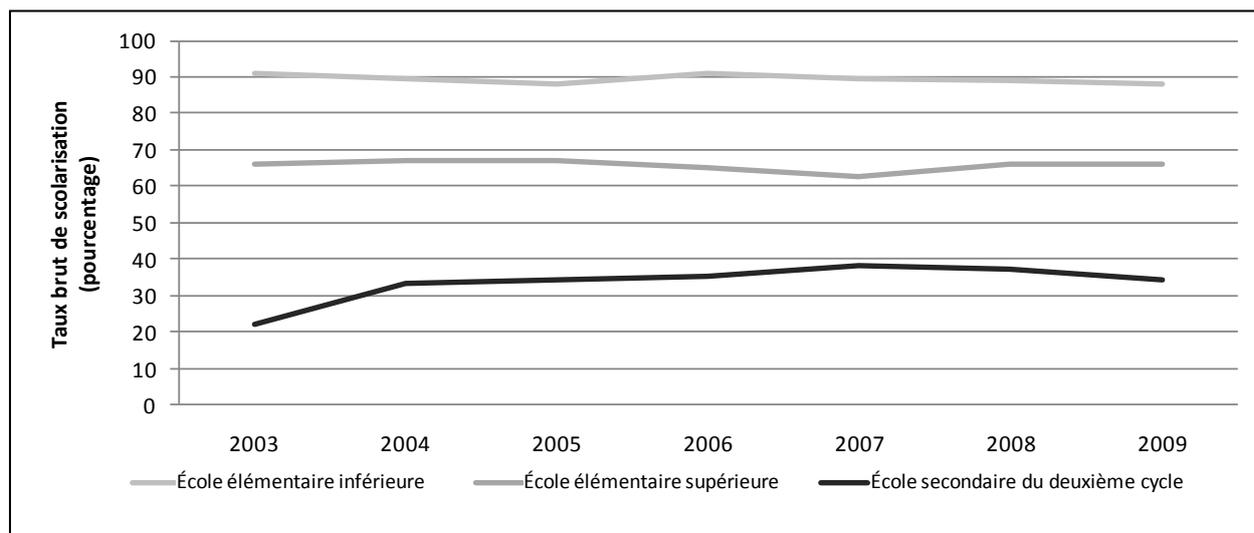
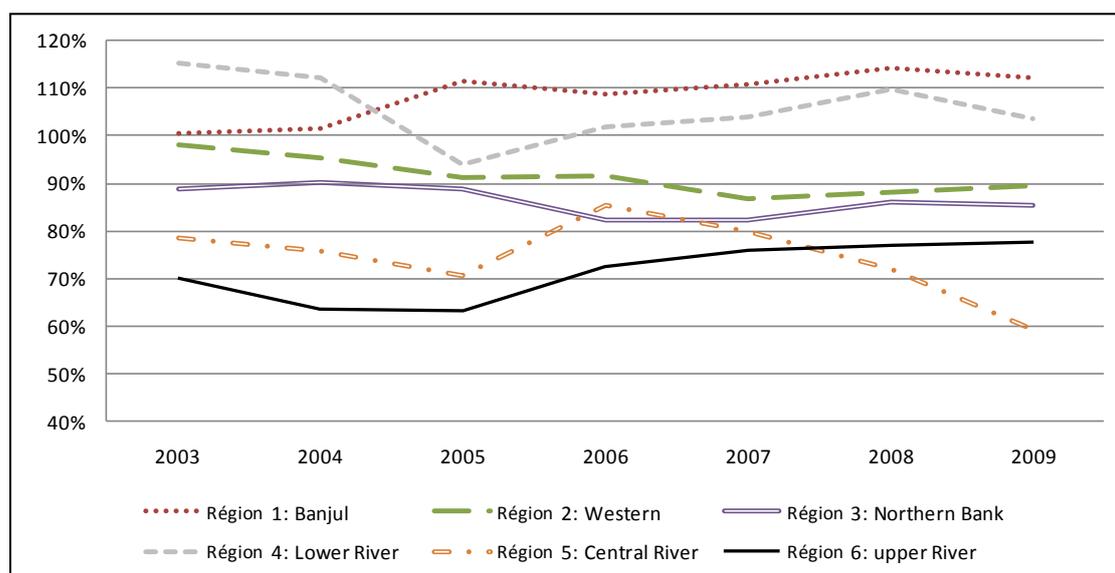


Figure 2: Taux bruts de scolarisation, par région (2003–2009)



⁷ Les résultats de l'enquête sur les ménages menée dans le cadre de l'évaluation sont présentés uniquement à des fins de triangulation avec d'autres sources d'information; les conclusions de l'enquête ont montré que dans une région, le taux brut de scolarisation dans les écoles bénéficiant de l'alimentation scolaire était en hausse, malgré un recul général de ce taux dans la région en général.

18. Le taux net de scolarisation s'est amélioré durant la période d'évaluation, y compris celui des filles, qui sont arrivées à parité avec les garçons en 2004. Les tendances positives en matière de scolarisation ne peuvent être attribuées à la seule alimentation scolaire, étant donné les nombreuses autres initiatives mises en œuvre au début de la décennie.
19. **Fréquentation/déscolarisation.** L'évaluation a relevé d'importants écarts entre la fréquentation déclarée et celle observée, et a estimé que les données collectées au niveau des établissements étaient trop peu fiables pour que des conclusions puissent être tirées. Selon une enquête menée auprès des ménages en 2006, le taux moyen de fréquentation était de 68 pour cent⁸, alors que les données obtenues dans le cadre de l'enquête sur les ménages relevant de l'évaluation ont fait apparaître un taux de fréquentation nettement plus élevé dans les écoles ne bénéficiant pas de l'alimentation scolaire (83 pour cent) que dans les autres (75 pour cent), bien que ces chiffres incluent les enfants déscolarisés⁹.
20. **Taux d'achèvement et poursuite des études.** En Gambie, le taux moyen d'achèvement du cycle primaire en 2009 (7,6 années) est meilleur que celui des autres pays d'Afrique à faible revenu pour la même année (6,9 années en moyenne). Près de 63 pour cent des élèves entrés en première année ont terminé la sixième année d'études. Le taux moyen de passage à l'année supérieure était de 87,3 pour cent entre la première et la douzième année d'études. Toutefois, le taux de rétention était de 41,4 pour cent entre la première et la neuvième année d'études, et de 21,2 pour cent entre la première et la douzième année.
21. **Résultats scolaires.** La contribution de l'alimentation scolaire à l'amélioration des résultats scolaires, n'a pu être mise en évidence, étant donné les mauvais résultats obtenus en général par les élèves aux tests organisés dans le cadre du système d'éducation gambien; les enseignants, les professeurs principaux et l'équipe d'évaluation ont attribué ces mauvais résultats à des facteurs autres que l'alimentation scolaire.

Nutrition

22. Les repas scolaires ont manifestement contribué à satisfaire les besoins nutritionnels quotidiens minimums des élèves lorsque ceux-ci étaient à l'école et en mesure de contribuer. Toutefois, il apparaît aussi clairement que certaines pratiques dans les écoles ont eu un effet négatif sur la participation des enfants aux programmes de repas scolaires. Il semblerait que grâce aux repas fournis, les élèves soient plus attentifs et aient plus d'énergie. La ration prévue pour les repas scolaires représentait 30 pour cent de l'apport journalier recommandé en kilocalories, 31 pour cent de celui concernant les protéines et les lipides, 17 pour cent de celui concernant le fer, 15 pour cent de celui concernant l'iode et 21 pour cent de celui concernant la vitamine A, et était conforme aux apports quotidiens recommandés pour un repas en milieu de journée. Cependant, les financements disponibles ayant été nettement inférieurs à ceux escomptés, 78 pour cent seulement de la ration journalière moyenne ont été fournis entre 2001 et 2010; en janvier 2010, la ration a été diminuée de moitié, ce qui a probablement eu des incidences sur la consommation alimentaire des enfants (Tableau 1).

⁸ Bureau gambien de statistique. 2007. Rapport sur l'enquête en grappes à indicateurs multiples menée en Gambie en 2005/06. Banjul. Le rapport a aussi noté que sur 32 pour cent des enfants n'allant pas en classe, 29 pour cent n'avaient jamais été à l'école. Les données relatives à l'enquête sur les ménages relevant de l'évaluation ne permettent pas d'établir ce type de ventilation.

⁹ La proportion plus large d'écoles dans la Région 2 incluses dans le groupe ne bénéficiant pas de l'alimentation scolaire peut avoir eu une incidence sur les résultats, étant donné que la Région 2, bien que rurale, est relativement proche de la principale zone urbaine.

TABLEAU 1: ÉLÉMENTS NUTRITIFS FOURNIS GRÂCE AUX REPAS SCOLAIRES AUX ÉLÈVES DE L'ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE INFÉRIEURE						
	Énergie	Protéines	Lipides	Fer	Iode	Vitamine A
	kcal	G	g	mg	µg	µg Re
Ration quotidienne prévue	551	14	11	3	181	104
Besoins quotidiens (6–12 ans)	1 850	46	35	18 7–9 ans	120	500 7–9 ans
Ration prévue en % de l'apport journalier recommandé	30	31	31	17	151	21
Ration réduite en % de l'apport journalier recommandé (50% pour 2010)	15	16	16	8	75	10
Ration réduite en % de l'apport journalier recommandé (78% de 2001 à 2010)	23	24	25	14	94	16

23. Une évaluation de la diversité du régime alimentaire n'a pas fait apparaître de différence entre les élèves bénéficiant de l'alimentation scolaire et les autres. Tous les élèves avaient un score de consommation alimentaire moyen élevé (6 groupes d'aliments sur 12 possibles). Toutefois, le score moyen des ménages les plus vulnérables (4,4) était nettement inférieur à celui des ménages les moins vulnérables (7,5) (tableau 2). Le taux de morbidité chez les enfants présentant une tuméfaction dans le cou (ce qui est un indicateur supplétif d'une carence en iode ou d'un goitre), au cours des 12 derniers mois de l'enquête était faible dans les deux groupes (moins de 1 pour cent). Deux pour cent des élèves bénéficiant de l'alimentation scolaire et 3 pour cent des autres avaient des difficultés à y voir la nuit (ce qui est une mesure de la cécité nocturne et un indicateur supplétif d'une carence en vitamine A). Le nombre d'élèves ayant reçu un traitement anthelminthique était plus élevé dans les écoles bénéficiant des repas scolaires que dans les autres (69 pour cent contre 52 pour cent).

TABLEAU 2: SCORE DE DIVERSITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES, PAR GROUPE DE VULNÉRABILITÉ			
Groupe de vulnérabilité	Moyen	Minimum	Maximum
Groupes les moins vulnérables	7,5	5	10
Groupes moyennement vulnérables	6,3	3	9
Groupes les plus vulnérables	4,4	1	6

Source: Équipe d'évaluation, enquête sur les ménages 2010

Transfert de valeur et protection sociale

24. La politique du PAM en matière d'alimentation scolaire reconnaît que les repas scolaires constituent un transfert de valeur pour les ménages. En Gambie, la valeur de ce transfert était fonction du niveau de vulnérabilité des ménages, et elle était aussi influencée par les pénuries de ressources et les ruptures de la filière d'approvisionnement. Le transfert de valeur à la faveur des repas scolaires avoisinait le coût de l'éducation pour les ménages les plus vulnérables.

25. Le coût des repas scolaires a été évalué pour 2008 grâce à la méthode établie par le Boston Consulting Group: il était approximativement de 3,4 dalasis gambiens (soit 0,15 dollar) par élève et par repas, et de 1 628 dalasis (soit 73 dollars) par ménage et par an¹⁰. Compte tenu de ce que coûterait à un ménage l'achat sur le marché local des ingrédients nécessaires à la préparation d'un repas équivalent, le transfert de valeur serait légèrement supérieur et dépasserait 1 710 dalasis par an, soit en moyenne 8,5 pour cent de la consommation alimentaire (tableau 3). Le transfert de valeur variait en fonction du niveau de vulnérabilité des ménages, allant de 12 pour cent pour les ménages les plus vulnérables à 3 pour cent pour les moins vulnérables, et s'établissant à 7,3 pour cent pour tous les groupes confondus (tableau 4)¹¹. Les ruptures de la filière d'approvisionnement ont réduit le transfert de valeur à 9,6 pour cent pour les ménages les plus vulnérables et à 2,4 pour cent pour les moins vulnérables.

TABLEAU 3: COÛT DES REPAS SCOLAIRES OU TRANSFERT DE VALEUR AUX MÉNAGES, SELON DIFFÉRENTES MÉTHODES

Coût/transfert de valeur (2008)		Coût (Boston Consulting Group)	Transfert de valeur (prix locaux)
Coût/valeur par repas (en dalasis)		3,40	3,57
Coût/transfert de valeur par bénéficiaire et par an (en dalasis)	Prévu	677	711
	Effectif ^a	541	568
Coût/transfert de valeur par ménage et par an ^b (en dalasis)	Prévu	1 628	1 710
	Effectif ^a	1 301	1 366
% de la consommation alimentaire des ménages représentée par le transfert ^c	Prévu	8,1%	8,5%
	Effectif ^a	6,5%	6,8%

^a En 2008, les pénuries de ressources et les ruptures de la filière d'approvisionnement ont réduit le nombre de jours d'alimentation scolaire à 159 sur les 199 prévus. Les calculs présentés ici ont été établis sur la base de 159 jours.

^b Sur la base d'une moyenne de 2,4 enfants par ménage allant à l'école primaire (Équipe d'évaluation, 2010).

^c Sur la base des données concernant la consommation alimentaire des ménages issues de l'Enquête intégrée sur les ménages en Gambie (2003–2004) et des zones rurales choisies présentant la déviation-type la plus faible pour la consommation d'aliments et de boissons non alcoolisées (actualisation aux prix de 2008).

¹⁰ Le taux de change moyen en 2008 était de 1 dollar = 22,4 dalasis.

¹¹ Le revenu moyen des ménages calculé à l'aide des données issues de l'enquête sur les ménages était de 23 317 dalasis par an.

TABLEAU 4: COÛT OU TRANSFERT DE VALEUR EN POURCENTAGE DU REVENU¹², PAR GROUPE DE VULNÉRABILITÉ		
Groupe de vulnérabilité	Prix locaux, sans pénuries/ruptures	Prix locaux (2008), avec pénuries/ruptures
Groupes les moins vulnérables	3,1%	2,4%
Groupes moyennement vulnérables	9,7%	7,7%
Groupes les plus vulnérables	12,0%	9,6%
Tous groupes confondus	7,3%	5,9%
Transfert de valeur annuel (en dalasis)	1 710	1 366

Source: Équipe d'évaluation

Sécurité alimentaire

26. De nombreux ménages sont victimes de pénuries alimentaires graves pendant plusieurs mois de l'année. À long terme, utiliser l'alimentation scolaire pour atténuer la faim dans les ménages pendant les périodes de pénurie a ses limites, puisque les repas scolaires ne sont pas distribués lorsque la saison de soudure est la plus marquée, c'est-à-dire quand les enfants sont en vacances et que la nourriture se fait extrêmement rare.

Renforcement des capacités et durabilité

27. La Gambie en est encore au tout début de la transition vers un programme d'alimentation scolaire conçu, géré et pris en main par les pouvoirs publics. À la lumière des critères de qualité récemment définis par le PAM pour l'alimentation scolaire¹³, on constate que seul un stade limité a été atteint et que d'importants intrants seront vraisemblablement nécessaires à moyen terme pour préparer le pays à cette transition, étant donné en particulier les importantes contraintes budgétaires de la Gambie. Les responsables du bureau de pays du PAM ont toutefois fait de gros efforts pour renforcer la prise en main du programme d'alimentation scolaire par le Gouvernement ainsi que les capacités de celui-ci en la matière.

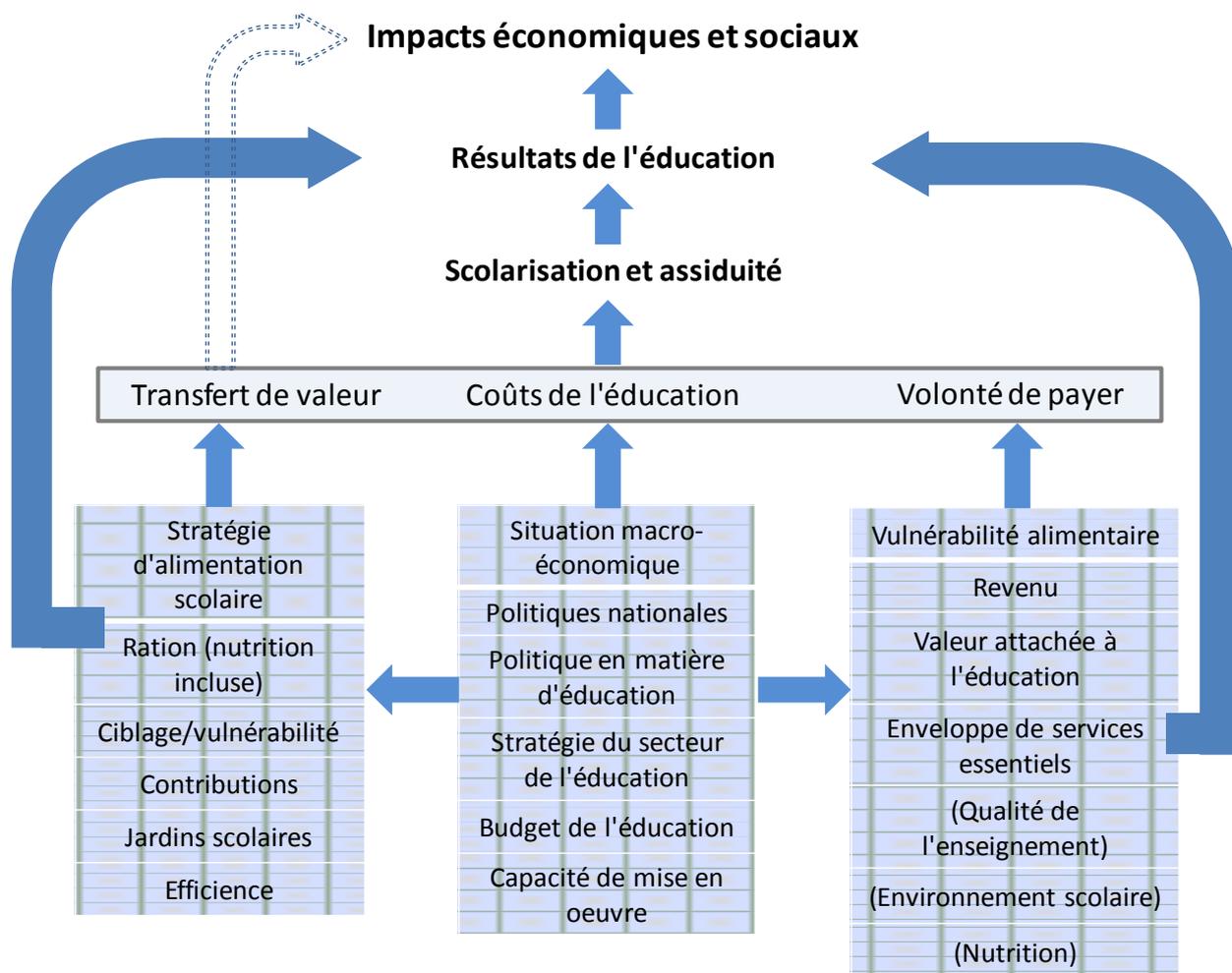
COMMENT L'ALIMENTATION SCOLAIRE A-T-ELLE UN IMPACT?

28. L'accès des enfants à l'école et la décision prise par les ménages de scolariser ou non leurs enfants peuvent être influencés par toute une gamme de facteurs, dont l'alimentation scolaire, comme le montre la figure 3. Certains facteurs sont contextuels, alors que d'autres sont liés à la mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire.

¹² Les revenus annuels moyens ont été calculés à partir des données issues de l'enquête sur les ménages relevant de l'évaluation: ménages les moins vulnérables, 56 000 dalasis; ménages moyennement vulnérables, 17 695 dalasis; ménages les plus vulnérables, 14 233 dalasis.

¹³ Les huit critères de qualité de l'alimentation scolaire sont les suivants: i) pérennisation; ii) bon alignement sur le cadre politique national; iii) financement et budgets stables; iv) conception de programmes de qualité, axés sur les besoins et économiquement rationnels; v) solide dispositif institutionnel d'exécution, de suivi et d'obligation redditionnelle; iv) stratégie de production et d'approvisionnement locaux; vii) partenariats et coordination intersectorielle solides; et viii) participation et appropriation solides de la communauté.

Figure 3: Impact de l'alimentation scolaire



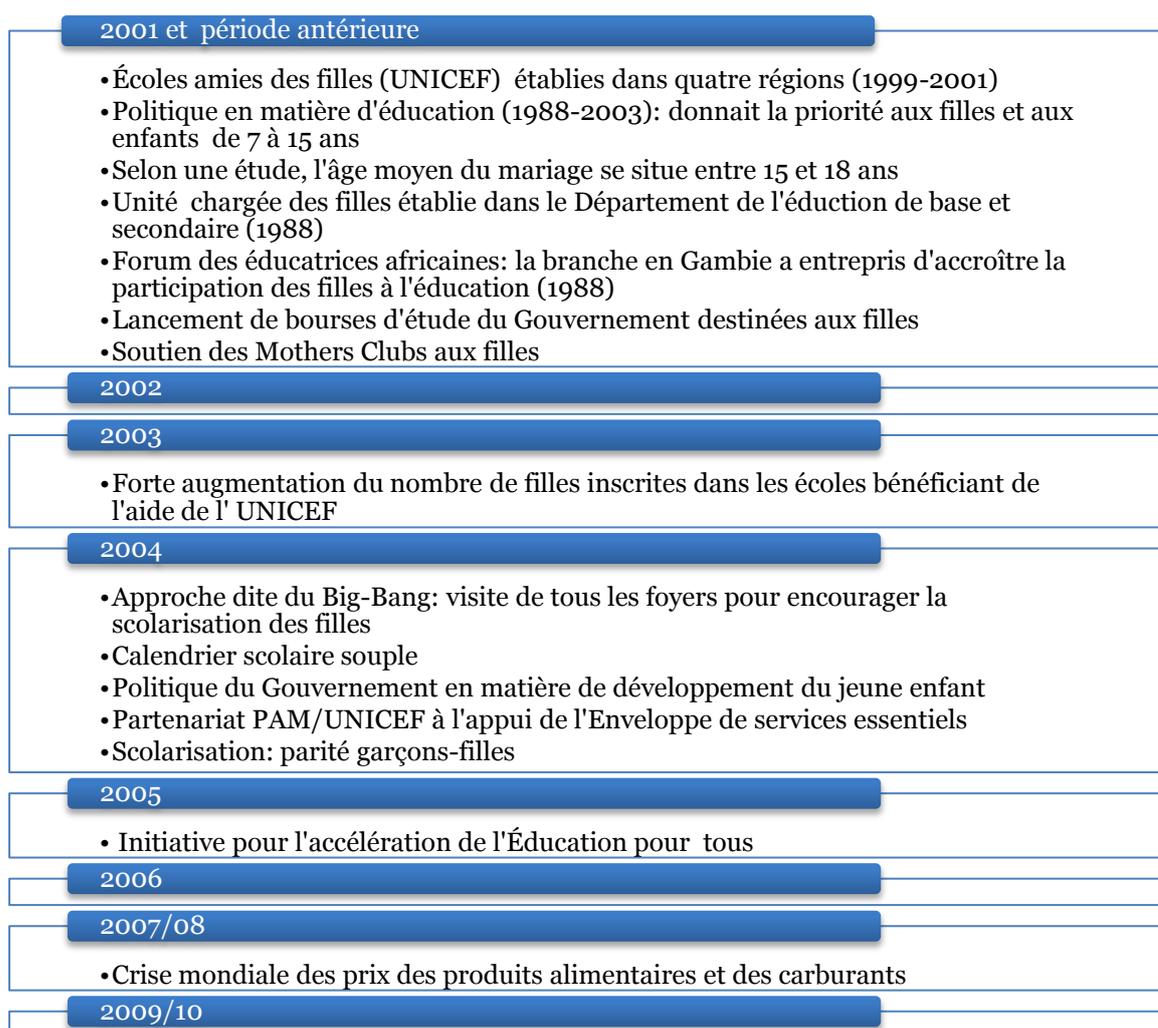
Source: Équipe d'évaluation.

Rôle des facteurs contextuels échappant au contrôle du PAM

29. L'efficacité de l'alimentation scolaire, c'est-à-dire sa capacité de générer les effets directs escomptés, et son impact étaient limités par certains facteurs extérieurs échappant au contrôle du programme d'alimentation scolaire du PAM. Parmi ceux-ci figurait en particulier la qualité de l'éducation, considérée comme la principale incitation à l'assiduité mais qui doit être considérablement améliorée. Les résultats de l'évaluation n'ont pas été concluants en ce qui concerne le rôle joué par la pauvreté dans la décision prise par les ménages d'envoyer ou non leurs enfants à l'école, même si la proportion de jeunes déscolarisés était la plus élevée dans le quintile le plus pauvre. Le fait que les vacances scolaires tombent durant la période de soudure, pendant laquelle l'insécurité alimentaire est à son comble, n'est pas sans effet sur la mesure dans laquelle les objectifs en matière de sécurité alimentaire, et donc de protection sociale, peuvent être atteints. Cela signifie que les enfants ne bénéficient pas des repas scolaires au moment où eux et leur famille se trouvent le plus exposés à l'insécurité alimentaire.

30. **Effets directs et impact de l'éducation.** En raison de la mauvaise qualité des données relatives à l'éducation, il n'a pas été possible de déterminer si, ou dans quelle mesure, l'alimentation scolaire contribuait à accroître le taux de scolarisation, d'assiduité, et d'achèvement des études ainsi qu'à améliorer les résultats scolaires. Diverses mesures prises par le Gouvernement et des donateurs (figure 4) pour accroître la scolarisation, notamment des filles, ont été très efficaces, mais le nombre d'enfants inscrits dans les écoles élémentaires inférieures a cessé d'augmenter lorsque ces efforts se sont relâchés, ce qui laisse penser que l'alimentation scolaire a un impact limité, puisqu'elle s'était poursuivie tout au long.

Figure 4: Facteurs ayant une incidence sur la scolarisation



31. Les mauvais résultats scolaires étaient dus à différents facteurs, notamment le peu ou le manque d'instruction des parents, l'éducation limitée des enseignants et leur manque de compétences. Les nombreux changements qui sont apportés donnent à penser que des améliorations importantes interviendront dans le secteur de l'éducation dans un avenir proche.
32. **Effets directs et impact sur le plan de la nutrition.** Les repas scolaires contribuaient à répondre aux besoins nutritionnels quotidiens des enfants à l'école, mais le manque de données liées à la santé et à la nutrition concernant les enfants d'âge scolaire n'a pas permis d'évaluer avec précision leur adéquation nutritionnelle. Des preuves substantielles montrent en outre que de nombreux membres du personnel des écoles bénéficiaient des

repas scolaires sans y contribuer financièrement, alors que les enfants qui n'avaient pas les moyens d'apporter une contribution en espèces ou en nature se voyaient refuser le repas ou étaient stigmatisés de différentes manières, ce qui avait des répercussions sur la consommation des repas par les écoliers¹⁴.

33. **Transfert de valeur.** Parmi les facteurs ayant eu une incidence sur le transfert de valeur des repas scolaires, on peut citer la valeur nutritionnelle de ceux-ci et la réduction éventuelle du fait de ruptures de la filière d'approvisionnement, des vacances scolaires, de l'absentéisme, de la consommation des repas scolaires par des bénéficiaires non ciblés, des contreparties en espèces ou en nature exigées des élèves, de l'interdiction faite à certains élèves de manger, et/ou des pertes alimentaires. La valeur du transfert était aussi fonction du degré de vulnérabilité du ménage concerné: la valeur était plus élevée pour les plus vulnérables.

Facteurs de mise en œuvre sur lesquels le PAM a une influence

34. Les changements intervenus récemment s'agissant des normes gouvernementales concernant les madrasahs et les centres d'éveil et d'éducation de la petite enfance facilitent l'accroissement de la scolarisation au niveau de base, comme le prévoyait le projet du bureau de pays. Malheureusement, le manque de ressources pour répondre aux besoins du projet a entraîné la réduction de la ration destinée à chaque élève. Les activités visant à procéder à un nouveau ciblage ont pris du retard du fait du manque d'effectifs dans le bureau de pays. Toutefois, les changements apportés récemment aux structures de financement du PAM ont entraîné un accroissement des financements et des ressources allouées, donnant ainsi au bureau de pays les moyens d'actualiser les études sur l'insécurité alimentaire. Cela a permis d'affiner le ciblage géographique, de renforcer les capacités des acteurs de l'alimentation scolaire et d'utiliser un système de suivi plus perfectionné. Le bureau de pays a usé de sa position de chef de file au sein du groupe de travail multisectoriel sur l'éducation pour plaider en faveur d'une augmentation du nombre d'acteurs contribuant à l'Enveloppe de services essentiels.
35. Le programme d'alimentation scolaire est le seul dispositif de protection sociale existant en Gambie, et le seul mécanisme offrant une plateforme pratique pour venir systématiquement en aide aux personnes dans le besoin dans tout le pays. Si le bureau de pays fait des progrès considérables sur la voie du transfert au Gouvernement de la responsabilité de la gestion et de l'exécution du programme, le temps est cependant encore loin où le programme sera conçu, géré et pris en main par le pays lui-même.

Interactions entre les facteurs

36. **Facteurs concernant les ménages: volonté et capacité de payer.** Outre les coûts et avantages financiers directs, différents facteurs entrent en jeu lorsque les ménages prennent la décision de scolariser ou non leurs enfants, notamment la valeur attribuée à l'éducation, leurs revenus, des considérations d'ordre religieux, leur vulnérabilité sur le plan alimentaire, la qualité de l'enseignement et les installations scolaires¹⁵. La proportion des ménages de l'échantillon n'envoyant pas leurs enfants à l'école était plus élevée dans le groupe des plus vulnérables. Pour ces ménages, la volonté et la capacité de payer sont

¹⁴ Le programme d'alimentation scolaire ne prévoyait pas que le personnel des écoles bénéficie de ces repas, moyennant une contribution ou non.

¹⁵ Rapport sur l'analyse de la pauvreté et de l'impact social. 2009. Les raisons citées par les ménages dont les enfants étaient déscolarisés étaient notamment les considérations religieuses (48 pour cent), et la nécessité pour l'enfant de travailler ainsi que le coût trop élevé de l'école (26 pour cent).

probablement plus faibles et le transfert de valeur ne constitue pas une incitation suffisante pour scolariser les enfants du fait des dépenses supplémentaires à engager.

37. Pour ce qui est des ménages ayant décidé de scolariser leurs enfants et ayant dû assumer les dépenses liées à l'éducation, le montant du transfert de valeur sera fondamental pour déterminer si les avantages sont supérieurs aux dépenses. Les pénuries de ressources et les ruptures de la filière d'approvisionnement peuvent avoir une forte incidence en la matière, notamment, si comme cela a été le cas en 2010, seule la moitié est distribuée et que la valeur brute du transfert était plus proche de 855 dalasis que de 1 710 dalasis.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Conclusions

38. Au niveau national, les taux bruts de scolarisation sont restés plus ou moins stables entre 2003 et 2009, avec des variations selon les régions. Le taux net de scolarisation s'est dans l'ensemble amélioré, y compris pour les filles, qui sont arrivées à parité avec les garçons. Les tendances positives en matière de scolarisation ne peuvent toutefois pas être attribuées uniquement à l'alimentation scolaire, étant donné les nombreuses autres initiatives menées, notamment entre 1988 et 2004. La contribution de l'alimentation scolaire à l'amélioration des résultats n'a pu être démontrée, étant donné les mauvais résultats obtenus par les élèves dans le système d'éducation gambien.
39. Les repas scolaires contribuent manifestement à répondre aux besoins nutritionnels quotidiens minimums des élèves quand ils sont à l'école et qu'ils peuvent accéder à ces repas. Il apparaît cependant aussi clairement que certaines pratiques dans les écoles, comme les contributions en espèces ou en nature exigées des élèves et la consommation des repas scolaires par le personnel, ont eu un effet négatif sur la participation des enfants aux programmes de repas scolaires.
40. Le transfert de valeur aux ménages variait en fonction de la vulnérabilité des ménages et était influencé par les pénuries de ressources et les ruptures de la filière d'approvisionnement. Le transfert de valeur à la faveur des repas scolaires avoisinait le montant des dépenses d'éducation, et il était le plus élevé pour les ménages les plus vulnérables.
41. L'évaluation de la durabilité du programme d'alimentation scolaire, à savoir sa poursuite plutôt que la viabilité des résultats, a permis de recenser plusieurs domaines dans lesquels les normes de durabilité n'étaient que partiellement respectées, malgré les efforts déployés par le bureau de pays pour transférer au Gouvernement la responsabilité de la gestion et de la mise en œuvre du programme. Ces éléments ainsi que la nécessité pour le Gouvernement de hiérarchiser les priorités au moment d'utiliser ses maigres ressources financières et d'investir dans différents secteurs, donnent à penser que le Gouvernement aura du mal à assumer dans un avenir proche de plus grandes responsabilités s'agissant du financement du programme d'alimentation scolaire.

Recommandations

⇒ *Pour le Gouvernement, le bureau de pays du PAM et les écoles et les communautés*

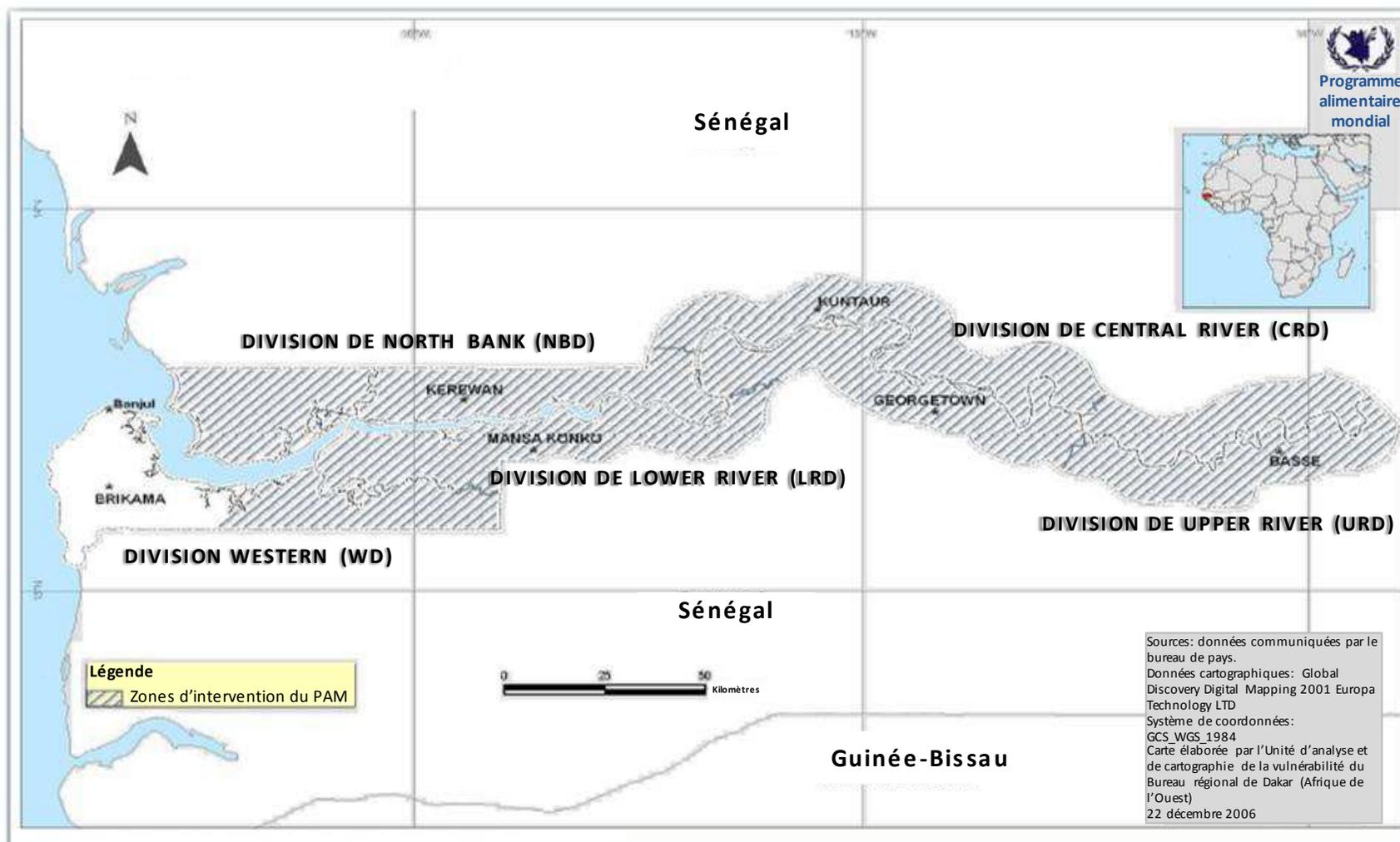
42. **Recommandation 1:** Élaborer, diffuser et mettre en œuvre une politique concernant la contribution des enfants et le bien-fondé et les conséquences de la consommation des repas scolaires par le personnel des écoles.
43. **Recommandation 2:** Élaborer une politique et une stratégie officielles en matière d'alimentation scolaire, en vue du transfert à terme du programme au Gouvernement, assorties de dates, de tâches et d'objectifs spécifiques.
44. **Recommandation 3:** Fournir une assistance technique et financer d'autres activités appropriées visant à renforcer la capacité du Gouvernement de gérer et de mettre en œuvre le programme d'alimentation scolaire.
45. **Recommandation 4:** Rechercher des moyens de donner plus d'autorité à certaines unités chargées de l'éducation au sein du Ministère de l'éducation de base et secondaire.
46. **Recommandation 5:** Définir des stratégies pour cibler plus précisément les personnes les plus vulnérables et les plus exposées à l'insécurité alimentaire. Outre un ciblage géographique affiné fondé sur des indicateurs de l'insécurité alimentaire, envisager d'autres options de ciblage.
47. **Recommandation 6:** Engager l'Agence nationale pour la nutrition, l'UNICEF et les autres organismes luttant contre les causes sous-jacentes de la malnutrition, à collecter des données sur le statut anthropométrique des enfants d'âge scolaire, y compris les carences en vitamine A et la prévalence de l'anémie, à continuer à mettre en œuvre des stratégies de lutte contre les carences en vitamine A et autres micronutriments chez les enfants d'âge scolaire, et à revoir la composition des rations distribuées dans le cadre de l'alimentation scolaire.
48. **Recommandation 7:** Le bureau de pays du PAM devrait coopérer avec l'Unité du Ministère de l'éducation de base et secondaire chargée du développement du jeune enfant et l'aider à mener une étude de référence sur les centres d'éveil et d'éducation de la petite enfance.

⇒ *Pour le Conseil des examens de l'Afrique de l'Ouest, la Gambie et le Ministère de l'éducation de base et secondaire¹⁶*

49. **Recommandation 8:** Communiquer les résultats obtenus aux tests d'évaluation nationaux au niveau des établissements plutôt que des élèves, et communiquer aux communautés les résultats concernant les écoles.
50. **Recommandation 9:** Évaluer les connaissances des enseignants sur les matières enseignées en primaire et leur aptitude à enseigner ces matières.

¹⁶ Ces recommandations ne relèvent pas du domaine de responsabilités du PAM et ne sont pas non plus directement liées à l'alimentation scolaire. Elles sont toutefois susceptibles de contribuer à améliorer la qualité de l'éducation et l'obligation redditionnelle.

GAMBIE: ZONES D'INTERVENTION DU PAM



Région 1: Banjul; Région 2: Western; Région 3: Northern Bank; Région 4: Lower River; Région 5: Central River; Région 6: Upper River

Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ONG	organisation non gouvernementale
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance